

## GAÏD-SALAH LORS DU CONSEIL D'ORIENTATION DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE :

# «Les indicateurs sécuritaires dans notre région constituent des défis pour l'ANP»

**Le Conseil d'orientation de l'Ecole supérieure de guerre s'est tenu jeudi sous la présidence du chef d'état-major de l'ANP, le vice-ministre de la Défense, Ahmed Gaïd-Salah, a annoncé le MDN.**

Un Conseil qui survient dans une conjoncture pour le moins chargée d'incertitudes par ces temps de troubles et d'incertitudes sur la scène sécuritaire régionale et leurs incidences sur la donne à l'échelle locale, avec des tentatives d'incursion sur le territoire national à travers les frontières au sud et au sud-est, et avec la résurgence de ce qui reste des groupes terroristes dans certaines régions du pays.

L'Ecole supérieure de guerre, instituée par décret présidentiel en septembre 2005, a donc tenu son Conseil d'orientation, jeudi, sous la direction du vice-ministre de la Défense auquel a échu l'ouverture avec un discours à travers lequel il

a souligné, entre autres, l'importance que revêt l'institution dans la formation et l'enseignement dans le projet mis au point depuis plusieurs années maintenant pour le développement et la modernisation indispensable de l'ANP eu égard aux mutations que subit le monde sur tous les plans.

Ceci, surtout que «les indicateurs sécuritaires dans notre région constituent encore des défis, qu'il nous appartient, au sein de l'Armée nationale populaire, d'œuvrer encore davantage, à nous appuyer sur l'appareil de formation avec tous ses paliers, en particulier l'Ecole supérieure de guerre, qui se doit de pourvoir

l'Armée nationale populaire, d'une façon continue, en compétences humaines hautement qualifiées, conscientes du poids de la responsabilité qui leur incombe, attachées aux valeurs de leurs ancêtres et capables de faire face à ces défis, de manière à assurer continuellement et garantir pleinement les facteurs de défense de la souveraineté nationale, de protection de la nation et la préservation de son unité, de sa sécurité et de sa stabilité en toutes circonstances», a souligné le chef d'état-major de l'ANP avant de prendre connaissance de ce qui a été entrepris, notamment les objectifs assignés à l'Ecole lors de la dernière session de son Conseil d'orientation, puis de prendre connaissance de tout ce qui a trait aux préparatifs pour la rentrée scolaire prochaine.

M. Azedine



Le chef d'état-major de l'ANP, Ahmed Gaïd-Salah.

Photos : Samir Sid

## GRÈVE DES ÉTUDIANTS EN PHARMACIE ET CHIRURGIE DENTAIRE

# L'appel du ministère pour la reprise des cours

**Depuis plus de trois mois, les étudiants en pharmacie et médecine dentaire sont en grève et récemment en grève de la faim. Jeudi, le secrétaire général du ministère de tutelle, Mohamed Salah Seddiki, a affirmé que l'annonce de l'année blanche dans les départements de pharmacie et de chirurgie dentaire était «une décision pédagogique et non administrative», notant que toutes les revendications des étudiants «ont été prises en charge».**

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - D'après l'annonce des chefs de départements, lors d'une réunion avec le doyen de la Faculté de médecine, «le taux de suivi de la grève est mitigé d'un département à l'autre, d'une spécialité à l'autre et d'une année à l'autre». Ce qui nécessite la célérité de la relance des commissions pédagogiques pour les deux branches, en vue de l'élaboration d'un programme de rattrapage des cours, autrement, ces commissions pédagogiques pourraient annoncer une année blanche, d'autant que les revendications pédagogiques objectives ont été prises en charge, selon le communiqué.

Ce ne sera qu'après l'évaluation de la situation que la commission pédagogique annoncera la décision à prendre, indique le secrétaire général, estimant que «les rapports élaborés, à ce jour, confirment une reprise totale des cours dans certains départements alors qu'elle reste partielle dans d'autres, en fonction des spécialités et de l'année d'études». Il a également rappelé que les étudiants des deux spécialités ayant soulevé des revendications pédagogiques et professionnelles «ont été reçus aux ministères de l'Enseignement supérieur et de la Santé, ainsi que par le Premier ministre qui s'est engagé à prendre en charge leurs revendications» ; et, a-t-il rassuré, «les portes du dialogue demeureront ouvertes».

Quant à la prise de décision du passage de la 13<sup>e</sup> à la 16<sup>e</sup> catégorie, dans la

grille des salaires de la Fonction publique, le représentant du ministère de l'Enseignement supérieur a souligné que cela «ne relève pas des prérogatives de sa tutelle», indiquant que l'Algérie «est un Etat régi par des lois qu'il faut respecter».

Une des plus importantes des revendications

des étudiants en pharmacie et chirurgie dentaire, reste la révision de la réforme des études en pharmacie et la création de nouvelles spécialités telles que la pharmacie clinique et la pharmacie industrielle laquelle, il faut se l'avouer, allégera de millions de dollars la facture

d'importation de médicaments, si elle venait à se faire dans les normes.

Les autres revendications sont la diminution du nombre de places pédagogiques et l'obligation aux pharmacies officines de recruter des pharmaciens diplômés.

M. A.-S.

## SÉCURITÉ

# La présidence de la République admet le caractère endémique du terrorisme en Algérie

**C'est Kamel-Rezzag Bara, un conseiller du président de la République, qui le dit : «Le terrorisme tend à se pérenniser en Algérie.» Nous ne sommes plus dans la thèse du terrorisme résiduel qui prévaut dans le discours officiel depuis la fin de la décennie 1990.**

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le terrorisme en Algérie n'est pas encore vaincu. Ni militairement, ni politiquement. Les bilans de la lutte antiterroriste que mène l'Armée nationale et populaire (ANP) et qui sont diffusés régulièrement en attestent. Or, c'est désormais la présidence de la République qui admet le caractère endémique du terrorisme en Algérie. Et c'est Kamel-Rezzag Bara, conseiller du président de la République Abdelaziz Bouteflika, qui le dit. «Il est clair que le terrorisme dans son expression qui voudrait instrumentaliser nos référents culturels, religieux notam-



Kamel-Rezzag Bara, conseiller du président.

Photo : DR

ment, est une menace qui tend à se pérenniser», a-t-il déclaré jeudi dernier sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio algérienne.

En effet, si les horreurs vécues par les Algériens durant la décennie 1990 semblent relever du passé, si le terrorisme est presque contenu dans des zones reculées – à l'extrême sud dans les régions frontalières avec des pays instables comme la Libye et le Mali –, il n'en demeure pas moins que les réseaux terroristes continuent

à attirer de nouvelles recrues et à frapper. Comme c'était le cas la semaine dernière à Constantine où un commissariat a été ciblé par un attentat kamikaze, faisant deux blessés. Et si ces attaques sont sporadiques, elles sont surtout à effet médiatique tapageur. «Nous avons stoppé l'avancée des groupes terroristes mais, la menace subsiste. Les groupes terroristes profitent de l'instabilité des pays voisins due à des conflits internes afin d'étendre leur emprise dans la région», a

expliqué Kamel-Rezzag Bara.

Dans ce contexte, il a indiqué que, malgré les progrès réalisés dans le cadre du processus de paix au Mali depuis la signature de l'Accord d'Alger en 2015, des groupes terroristes continuent à jouer les perturbateurs. Et d'ajouter que «la Libye est un sujet de préoccupation sérieux». «Certaines forces politico-militaires continuent de penser qu'il ne peut y avoir de solution autre que militaire à la crise en Libye. Nous voulons les convaincre que la solution ne peut être que politique», a-t-il souligné. Il a conclu que «des aventuristes ont voulu récemment mettre le croissant pétrolier à feu et à sang» – attaque des Brigades de défense de Benghazi (BDB) contre le site pétrolier d'Al Sedra dans le nord-est de la Libye –, et que «l'Algérie poursuit ses efforts avec les autres pays de la région et la communauté internationale pour convaincre toutes les forces en Libye de revenir au dialogue, à la concertation».

L. H.